

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

LES RÉSISTANCES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS



Pour la première fois, le [Comité français du RESU](#) a reçu des représentant-es d'une association résistante de Crimée. Initiative dans le cadre d'une tournée organisée par la [DAR](#) (centre social autogéré) de Marseille, avec d'autres collectifs et associations de solidarité, dont nos camarades du Collectif 69.

En visite en France du 9 au 17 décembre, Karyna Chmeliuk et Jaroslav, membres de Hromada Crimea, ont pu témoigner de leur parcours de la Crimée occupée et du Donbass en guerre jusqu'à l'exil à Kyiv. Elle et il ont également abordé le travail de leur association pour aider les Criméens et les Criméennes à s'organiser face aux occupants et à résoudre leurs difficultés économiques et sociales ainsi que faire face à la répression.

La réunion de Paris, coorganisée au [CICP](#) avec [Ukraine CombArt](#), l'[Union syndicale Solidaires](#) et [Les peuples veulent](#), a également été l'occasion de voir l'excellent dessin animé des résistantes du groupe féministe Zla Mavka. Dans ce film étonnant, tourné en animation pour protéger les résistantes de Zla Mavka, quatre femmes échangent sur leurs luttes, leurs actions de résistance, leur vie en territoire occupé... Le tout avec humour et avec des recettes savoureuses concoctées pour briser avec des moyens inattendus l'occupant. À voir et revoir, à partager et à diffuser. Nous profitons de la tournée de Karyna et Jaroslav, qui sont aussi passés par Marseille, Grenoble, Lyon et Saint-Étienne, pour revenir sur ce que nous avons déjà publié sur les formes et organisations de la résistance dans les territoires occupés, et notamment en Crimée.

La vidéo est à télécharger en cliquant [ici](#).









Dans les TOT

Correspondance¹

La guerre et les lignes de front attirent notre attention depuis février 2022. En ce troisième anniversaire de la guerre d'invasion à grande échelle, portons notre regard sur l'armée de l'ombre qui opère dans les territoires occupés (TOT).

Des groupes de partisans ont commencé à s'organiser dès le printemps 2022. Leurs activités : collecte de renseignements, sabotages, exécutions de collaborateurs et d'agents russes. Selon le *Guardian*, «la plupart de ces activités ont eu lieu dans les régions de Kherson et de Zaporijjia».

FÉVRIER 2022

27. Les habitants et le maire de Statove (Louhansk) bloquent les rues de la ville.

28. À Berdiansk, les habitants descendent dans la rue et obligent les troupes russes à replier une partie de leur dispositif. Des rassemblements similaires ont lieu dans plusieurs localités.

MARS

1^{er}. Manifestations dans plusieurs villes occupées. Elles sont dispersées par l'armée.

Blocage des rues à Starobilsk et à Statove (Louhansk) pour empêcher le mouvement des troupes.

Des milliers d'habitants d'Enerhodar bloquent les entrées de la ville pour empêcher l'armée russe d'y pénétrer.

2. Le maire de Kreminna, Volodymyr Struk, est retrouvé mort. Connu pour être une figure pro-russe importante dans la région de Louhansk, il avait appelé à la collaboration avec les forces russes qui approchaient de la ville.

5. De nombreux manifestants portant des drapeaux ukrainiens et chantant l'hymne ukrainien défilent à Bilokurakyn (Louhansk).

6. Manifestation à Tchongar derrière le drapeau des Tatars de Crimée.

L'armée russe ouvre le feu sur une manifestation à Nova Kakhovka.

8. Des habitants de Svatove se rassemblent dans les rues.

13. Des milliers de personnes se rassemblent contre l'occupation russe à Kherson. Les troupes russes tirent sur la foule.

16. Manifestation à Skadovsk (Kherson) contre l'occupation. Des manifestants décrochent des drapeaux russes des bâtiments publics.

20. À Kherson, les manifestants bloquent plusieurs véhicules militaires en criant «Go home».

AVRIL

3. Plusieurs soldats russes de la 3^e division de fusiliers motorisés à Izium (oblast de Kharkiv) sont empoisonnés après avoir mangé des gâteaux que des civils ukrainiens «accueillants» leur avaient distribués. La déclaration publiée sur Facebook indique que «les Ukrainiens résistent aux occupants par tous les moyens disponibles». Selon d'autres sources, 500 soldats de la même unité auraient été hospitalisés après avoir bu de l'alcool frelaté.

20. Le blogueur pro-russe Valery Kulechov est tué à Kherson.

21. Le maire de Melitopol, occupée par la Russie, a déclaré que, selon les services de renseignement ukrainiens, les partisans avaient tué dans plusieurs embuscades une centaine de soldats de la police militaire russe qui patrouillaient dans la ville.

25. Le mouvement du Ruban jaune annonce sa création sur Telegram et appelle les habitants de Kherson à accrocher des rubans jaunes dans la ville.

À Kherson, des affichettes ont été apposées sur les poteaux téléphoniques et les murs, s'adressant «aux occupants russes et à ceux qui les soutiennent» pour leur dire : «Nous sommes proches, nous opérons déjà à Kherson. La mort vous attend tous ! Kherson est l'Ukraine».

Pavel Charogradsky, un résident pro-russe de Novoaidar (Louhansk), qui avait dénoncé à l'armée russe des citoyens ukrainiens «suspects» est exécuté.

Kremenna (Louhansk) : attaque à l'explosif sur le poste de police.

26. Le gouverneur de l'oblast de Mykolaiv, Vitaliy Kim, déclare que la résistance dans l'oblast de Kherson a tué 80 soldats.

1. Article publié dans Soutien à l'Ukraine résistante, n° 36, 24 février 2025.



27. Plusieurs centaines d'habitants de Kherson répondent à l'appel du Ruban jaune et descendent dans la rue.

Des rubans jaunes apparaissent le même jour à Olechky, Melitopol, Nova Kakhovka, Berdiansk, Yalta, Simferopol, Kertch, Saky, Donetsk, Louhansk, Henitchesk, Aluchta, etc.

28. Les partisans de la ville occupée de Nova Kakhovka collent une affichette sur un poteau : «Occupants russes ! Sachez-le, Kakhovka, c'est l'Ukraine».

28. Des partisans ont fait sauter le pont ferroviaire de Yakymivka (Zaporijjia) où circulent les approvisionnements de l'armée russe.

30. La chaîne Telegram «Armée des partisans de Berdiansk» publie une vidéo appelant les troupes russes à quitter la ville. Trois hommes armés et cagoulés lisent le message suivant : «Les envahisseurs russes et leurs collaborateurs pensent-ils avoir pris le contrôle de Berdiansk ? Vous ne savez pas dans quelle souricière vous êtes tombés. [...] Chacun de vos pas est enregistré et chaque crime que vous commettez sera inévitablement puni. [...] Quiconque collabore avec l'occupant connaîtra un sort inévitable. Vous êtes des étrangers ici, nous sommes parmi vous. Votre seule chance de survie est de fuir maintenant. Demain, il sera trop tard.»

MAI

18. Attaque à la grenade d'un poste de commandement à Melitopol.

22. Dans la ville occupée d'Enerhodar, les partisans font exploser une bombe dans le hall de la résidence du maire nommé par les Russes.

Un incendie s'est également déclaré dans un hôtel saisi par l'armée d'occupation.

23. Sabotage de la voie ferrée dans la région de Melitopol.

25. Des affichettes sont accolées à Berdiansk, Tokmak, Melitopol, Velykiy Burluk : «Soldat russe, si vous ne voulez pas être un nazi du 21^e siècle, alors quittez notre terre ! Sinon, le sort des soldats de Hitler et un tribunal de Nuremberg vous attendent !»

28. Un inconnu jette un cocktail Molotov sur un bureau d'enrôlement à Simferopol (Crimée).

Selon diverses sources, en Russie même, des centres de recrutement militaire sont incendiés à 17 reprises, notamment à Omsk. Dans la

capitale de la République fantoche de Transnistrie, des inconnus tentent également d'incendier un bureau de recrutement militaire et un dépôt d'essence.

Six gardes-frontières russes du poste de contrôle de Zernovo, dans le nord de l'Ukraine, auraient été tués par des partisans ukrainiens.

Une bombe explose à proximité du bureau du gouverneur russe de Zaporijjia.

JUIN

17. Distribution de flyers à Aluchta (Crimée).

Le Ruban jaune organise un «meeting en ligne» qui réunit plusieurs milliers de personnes, 75 000 likes et 20 000 partages.

Les écoles ne peuvent pas rouvrir faute de personnel, celui-ci ayant refusé de coopérer.

18. Le chef du service pénal de la région de Kherson est grièvement blessé dans l'explosion de sa voiture.

24. À Kherson, Dmitry Savlutchenko, haut responsable de l'administration installée par la Russie est tué dans un attentat organisé par les partisans.

JUILLET

7. L'officier de police Serjii Tomko, rallié à la Russie, est abattu à Nova Kakhovka.

11. Evgueni Iounakov, l'administrateur de Velykiy Burluk nommé par les Russes, est tué par une voiture piégée.

24. Des partisans attaquent les installations ferroviaires à Melitopol.

26. L'usine Satelit de Marioupol est attaquée et incendiée par des partisans.

27. À Kherson, deux policiers ralliés aux Russes sont victimes d'un attentat.

28. Des affiches sont collées à Kherson : «Vous ne pouvez pas partir ? Les Himars vous aideront.»

29. Des partisans incendient le système de contrôle des feux de signalisation et des passages à niveau près de Svatove (Louhansk).

Il est également fait état de l'incendie près de Marioupol de champs de céréales, «afin que, selon le communiqué publié, les forces russes ne puissent pas voler et exporter les céréales».

AOÛT

4. À Bilovodsk (Louhansk), un groupe local



de partisans attaque la voiture où se trouve le maire installé par les Russes.

6. Le Ruban jaune publie un journal : *La Voix du partisan*, dont la première édition, tirée à 1200 exemplaires, est affichée dans les environs de Kherson.

11. Le chef des services de renseignement de la région de Louhansk nommé par la Russie est tué par des résistants.

13 août. Des explosions sont entendues sur les voies ferrées, coupant les occupants de leur approvisionnement.

Des tracts menaçant les collaborateurs et les fonctionnaires installés par les Russes sont publiés sur Facebook (Lysytchansk, Severodonsk).

15. Des partisans font sauter le pont ferroviaire de Melitopol. Des explosions sont entendues sur les voies ferrées, coupant les occupants de leur approvisionnement, tandis que des tracts menacent les envahisseurs.

20. Le maire de Marioupol installé par les Russes échappe à une attaque de la résistance.

23. Ruban jaune lance une campagne de graffitis et de recouvrement des affiches russes.

24. Le chef de l'administration russe de Mykhailivka (Zaporijjia) est tué.

30. Attaques contre les forces de sécurité à Kherson.

Septembre

3 : Maksym Mahrynov, un habitant de Tokmak (Zaporijjia), se fait exploser au moment de son arrestation pour avoir guidé des tirs de l'artillerie ukrainiens. Deux policiers russes sont tués.

7. Le siège de l'organisation pro-russe «Nous sommes avec la Russie» est détruit par une explosion.

10. Le gouverneur de l'oblast de Louhansk affirme que les partisans ukrainiens ont réussi à s'emparer de certaines parties de Kreminna lors de la contre-offensive ukrainienne de 2022 dans l'oblast de Kharkiv.

16. Le chef de la commission électorale de Berdiansk chargée du référendum sur le rattachement à la Russie est tué.

Le procureur général de la République populaire autoproclamée de Louhansk, et son

adjointe sont été tués dans un attentat à la bombe qui visait leur bureau à Louhansk.

17. À Koktebel (Crimée), deux véhicule appartenant au propagandiste russe Dmitry Kiselyov sont incendiés.

Le Ruban appelle les habitants des TOT à envoyer des photos et des vidéos de collaborateurs russes, de matériel ainsi que des rues, des bâtiments administratifs et des banques utilisés par les collaborateurs russes.

22. Création du mouvement de résistance Atech. «Nous sommes un mouvement clandestin qui comprend des Tatars de Crimée, des Ukrainiens et des Russes. Nous nous sommes mobilisés dans l'armée russe et nous la détruirons de l'intérieur. Nous révélerons les données relatives aux positions, aux entrepôts, aux soldats et à l'équipement. Nous sabotons les entrepôts et les quartiers généraux.»

OCTOBRE

31. Le collaborateur Pavlo Ichtchuk est grièvement blessé par un attentat à la bombe à Berdiansk.

DÉCEMBRE

11. Des partisans d'Atech incendient des baraquements occupés par des soldats russes à Sovietske (Crimée). Atech a publié sur Telegram le communiqué suivant : «La base de l'armée russe est en feu. [...] Nous continuerons à détruire l'armée russe de l'intérieur.»

JANVIER 2023

6. Des partisans font sauter la voie de chemin de fer près de Chtchastya (Louhansk), qui servait à transporter du matériel militaire et des céréales ukrainiennes volées.

8. La résistance fait sauter un gazoduc à Lutuhyne (Louhansk).

13. Attentat contre le collaborateur chargé de l'occupation russe de Berdiansk, Alexei Kichigin.

FÉVRIER

3. Exécution de Evgueni Kouzmine, collaborateur de la police russe à Enerhodar.

8. Les partisans incendient un poste de contrôle ferroviaire à la périphérie de Yasenivskyi (Louhansk).

**MARS**

14. Un collaborateur russe est tué dans un attentat à la voiture piégée dans le centre de Melitopol.

19. Le tortionnaire Serhii Moskalenko est tué dans un attentat à la voiture piégée à Skadovsk par des partisans d'Atech.

19. Attaque à l'explosif d'un gazoduc à Simferopol (Crimée).

27. Attentat contre le chef de la police de Marioupol.

AVRIL

23. Atech tend une embuscade à une patrouille russe près d'Olechky (Kherson).

27: exécution du collaborateur Oleksandr Michtchenko.

MAI

15. Igor Kornet, ministre de l'intérieur de la République populaire autoproclamée de Louhansk, est grièvement blessé par une explosion.

18. Des partisans font sauter une ligne de chemin de fer près de Bakhtchisaray (Crimée), provoquant le déraillement de huit wagons de marchandises et l'interruption du trafic.

JUIN

11. Un groupe de partisans fait sauter un pont ferroviaire à Yakymivka (Zaporijjia).

14. La résistance fait sauter une ligne de chemin de fer près de Melitopol. 50 mètres de voie ferrée, cinq wagons de marchandises contenant des céréales volées ont été détruits.

19. Attentat en Crimée contre Vladimir Epifanov, l'assistant du vice-Premier ministre de la partie de l'oblast de Zaporijjia occupé par la Russie.

21. Des partisans d'Atech font sauter une ligne de chemin de fer entre Feodosia et Vladyslavivka (Crimée).

24. Deux partisans âgés de 16 ans sont abattus par un tireur d'élite russe à Berdiansk après avoir tué un soldat russe et un policier collaborateur.

JUILLET

3. Arrestation par le FSB à Simferopol (Crimée) d'un homme qui préparait une tentative

d'attentat contre Sergey Aksyonov, le dirigeant de la Crimée installé par les Russes.

19. La Direction du renseignement militaire ukrainien annonce que les partisans ont joué un rôle clé dans l'attaque d'un dépôt de munitions russe près de Staryi Krym (Crimée).

29. À Marioupol, deux officiers russes meurent et 15 sont hospitalisés à la suite d'un empoisonnement collectif perpétré par des partisans à l'occasion de la célébration de la Journée de la marine russe.

Quarante soldats russes ont été assassinés à Marioupol dans les mois précédents. L'information n'a pas été révélée par l'armée russe pour éviter la panique.

AOÛT

13. La résistance incendie une base militaire russe près de l'usine Azovstal (Marioupol).

30. Atech fait sauter le centre électoral du parti Russie unie à Nova Kakhovka (Kherson). Tout le matériel électoral entreposé pour les élections prévues du 8 au 10 septembre est détruit.

31. Un groupe partisan local («Y») revendique l'incendie d'une base russe à la périphérie de Marioupol.

SEPTEMBRE

7. Attentat contre deux agents du FSB à Olechky (Kherson).

15. Des partisans font sauter deux camions de l'armée russe à Henitchesk (Kherson).

OCTOBRE

1^{er}. Atech publie une vidéo des nouvelles fortifications russes à Feodosia (Crimée) et annonce la formation de groupes qui signalent aux services de renseignement ukrainiens les travaux de fortifications de l'armée russe.

16. Des partisans empoisonnent des soldats russes à Marioupol.

NOVEMBRE

8. Exécution à Louhansk de Mikhaïl Filipenko, fonctionnaire installé par la Russie et ancien dirigeant séparatiste.

1. Attentat revendiqué par la résistance contre une voiture de police russe à Marioupol.

11. La résistance fait sauter le quartier général



de l'armée russe à Melitopol où sont réunis officiers du FSB et de la Garde nationale russe.

15. Le groupe de résistance Ruban jaune déploie le drapeau ukrainien sur le sommet du mont Boyka Hora (Crimée). Un drapeau avait déjà été hissé sur le mont Shaan-Kaya. Des rubans jaunes sont attachés sur les murs de la Rada de Crimée et du stade Fiolent de Simferopol.

21. Les lieutenants-colonels Oleh Chumilov et Volodymyr Pakholenko sont grièvement blessés dans l'explosion de leur voiture à Louhansk.

29. Des partisans coordonnent une frappe de précision des forces armées ukrainiennes sur un bâtiment de la police à Yuvileine (Kherson).

DÉCEMBRE

1^{er}. Des partisans attaquent un camion-citerne russe à Melitopol.

5. La résistance distribue de la vodka empoisonnée aux soldats à Simferopol (Crimée).

15. Des partisans attaquent un train de munitions dans la partie de l'oblast de Zaporijjia occupée.

16. Destruction à Marioupol d'un centre de commandement, de dépôts de carburant et de parkings de l'armée.

17. Atech publie les coordonnées GPS des installations antiaériennes russes près de Sébastopol (Crimée).

25. Des combattants d'Atech diffusent des images de l'attaque d'un poste de commandement russe à Novoozerne (Crimée).

JANVIER 2024

13. Le groupe de résistance «Les mouettes de combat» empoisonne des soldats à Bakhtchisarai (Crimée) avec des tartes et de la bière.

15. Attentat contre un véhicule militaire à Melitopol.

22. À l'occasion du 105^e anniversaire de l'Acte d'unification de l'Ukraine, le Ruban jaune déploie un grand drapeau ukrainien au sommet du mont Pakhkal-Kaya.

22. Des partisans hissent le drapeau ukrainien à Makiivka (Donetsk), occupée depuis 2014.

Février

7. Atech publie les images et les coordonnées

d'une concentration de matériel militaire russe à Horlivka (Donetsk).

22. Six membres de la commission électorale russe meurent empoisonnés à Marioupol.

27. Des partisans font sauter le siège de Russie unie à Nova Kakhovka.

MARS

10. Attentat contre Ihor Tsiferov impliqué dans des enlèvements illégaux et des actes de torture.

15. Explosion devant un bureau de vote de Skadovsk (Kherson).

17. À Simferopol (Crimée), une femme déverse de la peinture sur une urne électorale lors de l'élection présidentielle russe.

22. Attaque de véhicules militaires à Melitopol.

AVRIL

Exécution de plusieurs collaborateurs.

17. Des missiles ukrainiens S-400 frappent un poste de commandement à Djhankoi (la plus importante base aérienne de Crimée) sur la base des informations fournies par Atech.

MAI

20. Des habitants de Yuvileine (Louhansk) semblent avoir coordonné un tir de missile sur la base militaire russe.

21. Les partisans du groupe «İ²» incendie un entrepôt utilisé par l'armée russe à Marioupol (Donetsk).

31. Un Criméen âgé de 40 ans poignarde deux militaires russes à Aluchta.

JUIN

2. Les employés d'un magasin d'alimentation d'Ivanivka, (Kherson) tentent d'empoisonner des soldats à l'aide de Fanta.

7. Atech guide un tir de missile sur un dépôt pétrolier à Louhansk.

11. Atech publie les images et les coordonnées d'un dépôt de munitions et d'un centre de communication à Marioupol.

23. Sabotage d'une ligne de chemin de fer reliant Marioupol et Rostov-sur-le-Don.

2. Le «İ²» est une lettre qui n'existe que dans l'alphabet cyrillique ukrainien.



26. Atech publie les coordonnées d'un dépôt de munitions russe camouflé dans une ferme abandonnée à Zakhariivka (Donetsk).

JUILLET

6. Un groupe de partisans revendique le sabotage d'un gazoduc près de Vynohradne (Crimée).

12. Atech affirme avoir mis le feu à un champ près d'Olechky (Kherson) qui s'est propagé aux positions russes voisines.

23. Atech et des résidents locaux coordonnent une frappe aérienne sur un aérodrome militaire à Saky (Crimée) avec l'aide, selon le communiqué du mouvement, d'un citoyen russe qui «combat la sale guerre».

AOÛT

4. Atech incendie une armoire de relais à Donetsk et paralyse le trafic ferroviaire.

23. Pour le Jour du drapeau national, le Ruban jaune lance une action coordonnée à Donetsk. Le drapeau ukrainien a été peint dans plusieurs quartiers.

25. Des partisans attaquent un cantonnement de fortune de l'armée russe près de Simferopol.

28. Atech incendie une armoire de relais dans le sud-est de l'Ukraine.

SEPTEMBRE

11. Atech publie une photo et les coordonnées d'un complexe de défense aérienne S-300 près de Tchongar (Kherson).

21. Un agent infiltré dans un régiment russe communique des informations sur l'emplacement d'un nouveau dépôt d'artillerie de campagne près de Berestovoye (Donetsk).

OCTOBRE

1^{er}. Des partisans attaquent un véhicule militaire à Melitopol.

13. Atech détruit un véhicule de reconnaissance russe à Novokaterynivka (Donetsk).

14. Le groupe partisan SROK diffuse des images de leur pénétration sur un terrain d'entraînement à Sartana (Donetsk) où des instructeurs nord-coréens seraient cantonnés.

20. Atech sabote la ligne de chemin de fer près de Novooleksiivka (Kherson), qui sert de

ligne d'approvisionnement très importante pour l'armée russe dans le sud de l'Ukraine.

27. Des partisans font sauter un pont ferroviaire dans le centre de Berdiansk (Zaporijjia).

NOVEMBRE

17. Atech incendie une armoire de relais entre Tokmak et Kamianka (Zaporijjia).

18. Sabotage de la voie de chemin de fer près de Kaltchik (Donetsk). L'attaque a entraîné la collision de deux locomotives et endommagé des lignes électriques.

18. Le Ruban jaune hisse le drapeau ukrainien au sommet du mont Ilyas-Kaya.

26. Atech sabote une voie ferrée en détruisant une armoire de relais près de Novooleksiivka, ville située à la frontière administrative entre l'oblast de Kherson et la Crimée.

27. Atech publie un message demandant à l'armée ukrainienne de prendre pour cible une concentration de systèmes de défense aérienne russes S-400 près de Molotchansk (Crimée). Ce qui sera fait le surlendemain.

DÉCEMBRE

9. Exécution de Serhiy Yevtchioukov qui avait dirigé le célèbre camp de filtration d'Olenivka, le théâtre d'un massacre de prisonniers de guerre ukrainiens.

16. Atech révèle l'existence d'importantes fortifications russes, comprenant des postes d'observation, des bunkers et des dépôts de ravitaillement.

24. Selon Zla Mavka, un mouvement ukrainien de résistance entièrement féminin, le chef du conseil municipal de Berdiansk, installé par les Russes, a été blessé lors d'un attentat à la voiture piégée.

26. Un tribunal russe condamne Pavlo Levchenko, citoyen de Simferopol, à 22 ans de prison pour «haute trahison» et «activités terroristes», pour avoir fait sauter des infrastructures ferroviaires.

27. Un groupe non identifié met le feu à la voiture d'un haut gradé russe à Melitopol, dans l'oblast de Zaporijjia, dans le sud de l'Ukraine occupé par la Russie.



Zla Mavka

Correspondance

Mouvement ukrainien de résistance exclusivement féminin, Zla Mavka a vu le jour à Melitopol au début de l'année 2023.

Mavka est une figure féminine du folklore ukrainien qui vit dans la forêt et attire les jeunes hommes dans les bois, puis les « chatouille » jusqu'à ce que mort s'ensuive. Mavka est « l'incarnation de la puissance et de la force des femmes ukrainiennes ».

Elle est entourée de deux femmes, l'une brandissant un rouleau à pâtisserie et l'autre portant des vêtements féminins stéréotypés :

L'image subvertit ce qui est souvent perçu comme une imagerie « féminine » traditionnelle et la transforme en une forme de pouvoir féminin.

À la veille du 8 Mars, Mavka a mené une campagne d'affichage sur le thème « Je ne veux pas de fleurs, je veux mon Ukraine ». Elle frappe un soldat russe avec un bouquet de fleurs :

Refusant ses avances, elle transforme les fleurs, image ultime de la féminité, en arme d'attaque



Occupant! Es-tu sûr de comment se terminera la soirée ?



Mavka symbolise le défi des femmes ukrainiennes face à l'invasion. [...] Le système que Moscou veut instaurer dans l'Ukraine occupée est fondé sur la peur et l'oppression. [...] Pour celui-ci, les femmes [sont] des citoyennes de seconde zone, dont la place est à la maison.

Zla Mavka opère à la fois en ligne et sur le terrain dans les territoires occupés. Au péril de leur vie, les partisans diffusent des affiches et des tracts. Elles bénéficient, écrivent-elles, « de la misogynie des forces d'occupation, qui ne soupçonnent jamais que les femmes puissent jouer un rôle aussi actif dans la résistance ».

Le logo du groupe représente trois femmes. Mavka est au centre, en costume traditionnel.

et en symbole de la défiance ukrainienne.

Sur son site, le mouvement donne quelques indications sur l'ensemble de ses actions :

Au début, nous ne faisons que distribuer des tracts et recueillir des informations, mais il s'est avéré que l'une d'entre nous avait accès à la cuisine de la cantine des occupants. Nous avons ajouté quelque chose aux petits pains ou aux saucisses. Le laxatif s'est avéré être l'option parfaite : il mettrait les occupants dans l'embarras, ils se chieraient dessus, au sens propre comme au sens figuré.



Nous avons également distribué des tracts reproduisant les billets de banque russes.

Enfin, sous le slogan «Nous voyons et nous entendons tout», Mavka a organisé une sorte de service de renseignement sur les mouvements des troupes russes, sur leur casernement, les bars fréquentés, les routes empruntées...

Atech

«Feu» en tatar a été fondé en Crimée en septembre 2022. Le mouvement de guérilla est composé d'Ukrainiens et de Tatars de Crimée. Il compterait environ 1 800 membres.

Atech agit derrière les lignes russes: sabotage d'entrepôts militaires et de voies ferrées, recueil d'informations, destruction des équipements russes, actions contre les collaborateurs et sabotage des voies ferrées utilisées par la Russie pour transporter ses armes.

La guerre en ruban

Correspondance

Créé en avril 2022, le Ruban jaune est un mouvement de résistance civile dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine.

Le 25 avril, sur la chaîne Telegram, il appelle les habitants à accrocher partout des rubans.

Des millions d'Ukrainiens sont sous occupation. Mais nous sommes tous unis par le ruban jaune. C'est le moyen pour nous de nous battre sans armes. Nous disposons d'une arme tout aussi efficace: la protestation civile.

Deux jours plus tard, le Ruban jaune appelle à descendre pacifiquement dans les rues de Kherson. Mot d'ordre: «Kherson est l'Ukraine». Quelque 500 personnes répondent à l'appel.

Dans les semaines suivantes, des rubans jaunes apparaissent à Olechky, Melitopol, Nova Kakhovka, Berdiansk, Yalta, Simferopol, Kertch, Saki, Donetsk, Luhansk, Henitchesk, Aluchta et dans d'autres villes et villages des TOT.

Quelques semaines plus tard, le mouvement de résistance organise un meeting en ligne qui rassemble plusieurs milliers de participants. En

commun avec le conseil municipal en exil de Marioupol, il lance un rassemblement en ligne «Marioupol est l'Ukraine»

Le Ruban jaune tourne son action contre l'organisation des «référendums» d'annexion et contre l'occupation de la Crimée. Le mot d'ordre est: «Il est temps de rentrer chez vous!»

Les actions sont également tournées contre l'obligation faite aux résidents des TOT d'échanger leur passeport ukrainien contre celui d'un pays terroriste» ou encore contre l'échange des cartes Sim des téléphones portables.

Le Ruban jaune se veut aussi les yeux et les oreilles de l'Ukraine dans les TOT:

Vous nous avez envoyé des photos et des vidéos des villes temporairement occupées. Grâce à vous, nous savons ce qui se passe dans nos villes, de Kherson à Louhansk et en Crimée ukrainienne.

Mais nous avons besoin de plus d'informations, de plus de vidéos, de plus de photos. Ce qui nous intéresse? 1) des photos et des vidéos de l'armée russe et des collaborateurs, des véhicules dans les rues et les parkings. 2) des photos de la propagande des rachistes (journaux, publicités, panneaux d'affichage...); 3) des photos et des vidéos de rues, de bâtiments administratifs, de banques, etc.

Prenez des photos en tenant compte de toutes les mesures de sécurité. Envoyez-nous le matériel avec une note indiquant le lieu et la date de la prise de vue.

Devenez les yeux de la résistance: [@eyes_ua_bot](#)

Le 23 août, un nouveau *flashmob* intitulé «Déchirez le rachimisme» se donne comme objectif d'arracher et de détériorer les affiches et les divers symboles de l'occupation russe.

Plus tard, en collaboration avec la communauté informatique ukrainienne, le Ruban jaune rend public des données sur les «chefs des commissions électorales» dans les régions de Kherson, Louhansk et Zaporijjia.

Dans un communiqué publié au début de l'année 2025, le Ruban jaune rappelle ses objectifs et ses modes d'action:

«le Ruban jaune est résolument non-violent; nous n'utiliserons jamais la violence pour atteindre nos objectifs;



- « le Ruban jaune n'opère que dans les territoires occupés de l'Ukraine ;
- « le Ruban jaune n'opère pas en Russie ou dans tout autre pays ;
- « le droit du Ruban jaune à la résistance pacifique est protégé par le droit international des droits de l'homme, en particulier par l'article 11 de la CEDH, dont l'Ukraine est signataire.

Après la libération de Kherson, le Ruban jaune a poursuivi ses activités dans d'autres TOT.

Le Ruban jaune a reçu le prix Andreï Sakharov du Parlement européen pour la liberté d'opinion.



« Ensemble, nous transformerons la vie de nos ennemis en enfer ! »

Patrick Silberstein¹

Nous combattons un ennemi puissant, plus nombreux, et qui peut s'emparer de notre ville pendant un certain temps. Mais il ne pourra jamais tenir ces villes, car dans chaque maison, nous l'attendrons. Nous libérerons chaque parcelle de notre terre, étape par étape.

C'est un site pour le moins inhabituel qui a été créé par le ministère de la défense ukrainien. Il annonce d'emblée la couleur : « Nous sommes la résistance ukrainienne ». Sa fonction : « soutenir et coordonner » les actions contre l'occupant russe dans les territoires occupés, en publiant un document PDF de 19 pages. Lequel n'est rien d'autre qu'un manuel du parfait saboteur ; « saboteur » devant être pris au sens le plus large du terme, comme on le lira au fil de ces quelques extraits.

La publication encourage l'attaque tous azimuts par les citoyens des forces d'occupation : « par surprise », « là et où l'ennemi ne s'y attend pas », « là où il se sent en sécurité », de nuit, comme de jour, sur les routes, dans les entreprises et les bureaux.

« Nous vous apprendrons, indiquent les rédacteurs, à collecter et à transmettre des informations sur l'ennemi. » « Vous n'avez pas d'armes, disent-ils aux résistant·es "en herbe", eh bien, agissez avec les moyens du bord. » Une première recommandation :

La brochure est à télécharger, à lire et détruire immédiatement, afin de ne pas laisser de trace. [...] Nous vous apprendrons à ne pas laisser de traces sur internet et à éviter la répression.

Le document détaille un large éventail de moyens de résistance « active » et « passive » ; classés par branche professionnelle et adaptés

1. Patrick Silberstein est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité. Cet article a été publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 7, 23 mai 2022.



aux aptitudes de chacun·e. Nous y lisons une sorte de mélange discret de «coulages», de grèves du zèle et de sabotages :

« Compliquer toutes les tâches, les rendre inexécutables ou les ralentir »...

Le site s'adresse donc directement aux citoyen·nes qui résident en territoire occupé : « Si votre ville ou village est de l'autre côté de la ligne de front [...] que peuvent faire les ouvriers, les militaires, les policiers, les enseignants, les journalistes, les médecins ou les fonctionnaires ? Que peuvent faire les femmes au foyer, les postiers ou les cheminots ? » La réponse est simple : agir par tous les moyens nécessaires pour mettre fin à l'occupation, selon les possibilités de chacun·e, dans des situations concrètes. Évidemment en prenant toutes les précautions de sécurité possibles pour ne pas mettre, autant que faire se peut, les résistant·es en danger. Le schéma organisationnel est le suivant : à côté de l'armée « classique » – elle n'a d'ailleurs rien de classique, mais c'est une autre histoire – il existe « une direction clandestine » qui est en charge des actions partisans.

Mot d'ordre

Partout, dans les territoires temporairement occupés, les citoyens doivent s'opposer à l'occupation et « organiser des actions simples et surtout sûres [qui], multipliées par des milliers de personnes, seront une arme efficace contre les envahisseurs. » Objectif : les occupants étaient déjà moralement atteints par les échecs militaires, la résistance interne aux territoires occupés doit devenir « un sol très humide sous leurs pieds ! »

Quelques recommandations

Selon les rédacteurs du document, les actions entreprises dépendent des capacités des personnes engagées et des mesures nécessaires à leur protection : « Il n'est pas nécessaire de montrer explicitement vos intentions, car cela augmente les risques. » Le choix de l'objectif et le moment de l'action, ainsi que les préparatifs « ne doivent pas être excessivement compliqués » et il faut agir « de la manière la plus involontaire possible ». Il faut également « toujours avoir un alibi simple et direct et y penser à l'avance ».

« Méthodes passives de sensibilisation »

Il est possible de développer des actions, même minimales, entraînant des perturbations (retards, erreurs...) de la vie quotidienne des forces d'occupation. En agissant ainsi, on cherche à provoquer un « effet domino ». Deux types de perturbations à créer sont identifiées : « matérielles », elles comportent la réduction de la production ou encore la détérioration de la qualité des produits, etc. ; « Morales », elles sont conçues pour créer chez l'occupant un sentiment d'insécurité, d'isolement et d'hostilité.

« Méthodes pour affaiblir le moral des Forces d'occupation »

Parmi les nombreux « conseils » formulés :

Donnez des réponses incompréhensibles lorsqu'on vous demande quelque chose sur votre lieu de travail.

Soyez aussi bavard et grincheux lors des rapports avec des envahisseurs ou des collaborateurs.

Remettez publiquement en question les règles de circulation, de transport, etc.

Soyez froid avec les occupants et les collaborateurs.

Ignorez leurs questions ou plutôt, donnez-leur des réponses inadéquates (par exemple, lorsqu'ils demandent un renseignement trajet ou l'heure).

Il est également recommandé de s'éloigner ostensiblement et en silence des soldats russes que l'on pourrait rencontrer dans les rues ou dans les magasins pour qu'ils se sentent « intrus » et « isolés ». Il ne faut évidemment ni acheter, ni lire, ni regarder, ni consulter les journaux « liés de près ou de loin à la puissance occupante », leurs émissions de télévision, de radio ou leurs sites internet.

Et, bien entendu, il est conseillé à ceux qui parlent russe de faire semblant de ne pas bien le comprendre. Partout où c'est possible, il faut ralentir et entretenir la confusion : « Exprimez-vous aussi souvent que possible et aussi longtemps que possible. » « Compléter la prise de décision de l'ennemi avec des expériences et des anecdotes personnelles. »

Pour ceux qui travaillent dans les bureaux



liés aux autorités d'occupation, il est «utile» de commettre le maximum de petites erreurs indécélables: «confondre les noms», «se tromper d'adresse»; «Si vous faites des photocopies, faites en plusieurs copies et mélangez-les...»; «Dans les ordinateurs, déplacer les fichiers dans d'autres dossiers, supprimer les applications»...

Les employé·es, invité·es à faire de nombreuses pauses et à s'attarder aux toilettes, peuvent facilement égarer leurs stylos ou leurs calculatrices. Le «harcèlement» des chefs de service avec des questions «pertinentes» sur le travail, sur «la mauvaise qualité des outils de travail» est également préconisé.

De leurs côtés, exemple parmi d'autres, les personnels de santé ayant à s'occuper de personnels des forces d'occupation sont invités à «utiliser plus de médicaments que nécessaires et à récupérer ce qui est possible» pour les remettre à la résistance.

Faux papiers

Pour faire face aux besoins de faux papiers, les fonctionnaires de l'état-civil sont invités à recueillir «secrètement les passeports, les certificats et les codes d'identification des personnes décédées» et de les remettre aux membres du mouvement de résistance.

Sabotage

De très nombreux exemples de sabotages possibles et des moyens de les réaliser sont détaillés avec précision, selon les cibles ou les professions. De manière générale, il est conseillé d'«utiliser des objets ou des produits dont la possession est considérée comme anodine». Une liste est dressée, petit inventaire à la Prévert à destination du citoyen désarmé: couteau suisse, multi-outils, poêle à frire, pierres, tissu, sel, sable, tournevis, marteaux, papier de verre, meuleuses, colle, trombones, éponges, pelotes de laine, riz, pois chiches («100 g pour 30 litres d'essence»), sciure, miel, pièces de monnaie, etc.

Au choix, avec quelques-uns de ces éléments, on peut bloquer des serrures, gripper des machines, boucher des canalisations, déclencher des courts-circuits, encrasser les gicleurs des carburateurs des véhicules, crever des pneus, déclencher des incendies...

Pour le choix des actions à mener, il est

recommandé de choisir celles qui peuvent être exécutées par presque tout le monde. Par exemple, «dans la rue, après la tombée de la nuit», il est possible de s'attaquer à un camion en versant du sel ou divers mélanges dans le réservoir. Surtout, «ne restez pas sur place pour contempler le résultat de votre action et ne vous en vantez auprès de votre entourage»...

Les entrepôts, les bureaux, les hôtels et les usines sont désignés comme «des cibles idéales pour un sabotage de petit calibre». Il est ainsi «facile» d'endommager le chauffage ou la ventilation des bâtiments où les occupants et leurs collaborateurs travaillent ou vivent.

Le feu peut également être déclenché «dans certaines zones». Pour cela, il est recommandé d'utiliser «une combinaison de bougie, de papier et d'huile de palme.» Suit une description précise de la procédure, variable selon ce que l'on veut incendier. Les instructions rappellent d'ailleurs que même si le feu reste modeste, la tentative de l'éteindre avec un extincteur se révèle très efficace, car elle permet de détruire des archives ou du matériel de gestion. Plus détonnant, il est possible d'utiliser le gaz pour faire sauter un bâtiment, «la nuit quand le bâtiment est inoccupé».

Le site donne également la recette de la fabrication de fumigènes qui «peuvent être utiles pour détourner l'attention des patrouilles».

Recommandations spéciales pour les cheminots

Si vous êtes un travailleur du rail ou même un passager régulier, votre tâche consiste à rendre le voyage aussi désagréable et compliqué que possible pour les forces d'occupation. Comment? En multipliant les erreurs de billetterie et d'affichage pour que les occupants se trompent de train ou ratent leur train, ou encore en organisant mal les voitures les unes par rapport aux autres. Dans les trains, il faut faire du bruit et empêcher les soldats et les officiers de dormir en multipliant les annonces et en augmentant le volume des haut-parleurs. Il faut aussi commettre des erreurs dans l'acheminement des bagages.

Suivent de nombreuses recommandations, très techniques, à l'usage des conducteurs de train pour ralentir efficacement et discrètement les convois.



Sur les routes

Si on peut établir des barrages en coupant des arbres, il faut choisir «soigneusement» les tronçons de route afin d'occasionner le plus de gêne possible. Bien entendu, il est possible - «et facile» - de démonter ou de changer les panneaux de signalisation, notamment aux intersections: «L'occupant pourra alors parcourir des dizaines de kilomètres avant de se rendre compte de son erreur.»

Enfin, «lorsqu'un ennemi vous demande son chemin, il faut lui répondre le plus poliment possible, en lui donnant de mauvaises indications». Et «si vous pouvez créer un «embouteillage» sur une route à forte circulation, faites-le.» Attention: si vous pensez installer sur la route des dispositifs crevant les pneus des voitures, «ne le faites pas devant chez vous».

Au cinéma

Les opérateurs ont la possibilité de perturber la projection des films de propagande en rencontrant des difficultés à faire la mise au point ou en accélérant le défilement du film. Quant aux spectateurs, ils peuvent interrompre la projection en applaudissant, en parlant à voix haute, en téléphonant. Une technique originale: «Mettre des bourdons dans un sac en papier, apporter le sac au cinéma, le déposer dans la salle, l'ouvrir. Dès le début de la projection, les bourdons vont aller se déposer sur la lentille du projecteur...»

Pour terminer sur une note cinématographique au moment où Volodymyr Zelensky a ouvert le Festival de Cannes, tout cela rappelle furieusement les récits familiaux des séances de cinéma sous l'Occupation, quand les «actualités» étaient diffusées lumières allumées, *La bataille du rail* de René Clément ou encore le personnage incarné par Michel Simon dans *Le Train* de John Frankenheimer. Toujours *Le silence de la mer*. FTP 2.0!

En bref

Le dernier rapport du centre régional des droits de l'homme de Louhansk, *Alternative*, contient des dizaines d'exemples de protestations individuelles à petite échelle. Rien qu'en Crimée, jusqu'en décembre de l'année dernière, 590 poursuites ont été engagées

La police et le FSB ont arrêté trois saboteurs mineurs dans la région de Zaporijjia (zonews.ru, 21 décembre 2023) appartenant à un groupe appelé Black Sabotage, pour avoir attaqué les forces d'occupation.





Territoires occupés : la guerre des partisans s'organise

Patrick Le Tréhondat¹

Il est rare de voir un site gouvernemental vous apprendre comment déclencher un incendie ou une explosion au gaz. L'Ukraine fait exception avec le site du Centre de la résistance nationale. Ce centre se veut un outil pratique pour la guerre de partisans qui s'est ouverte dans les territoires occupés par les troupes russes (environ 25 % du territoire national ukrainien). Le Centre de la résistance nationale annonce clairement les objectifs :

Chacun de nous peut résister à l'ennemi et contribuer à la victoire. Ensemble, nous allons transformer la vie des ennemis en enfer. Afin de devenir le vengeur invisible, ce sera la plus grande peur des occupants, vous devez connaître les tactiques, les premiers secours, la sécurité sur Internet, l'autodéfense, les armes à feu et la résistance non violente. Nous avons préparé un cours pédagogique « Résistance citoyenne sur les territoires occupés ». Vous pouvez le télécharger au format PDF. Mais faites attention ! Supprimez-le immédiatement après l'avoir lu ou cachez-le quelque part sur votre appareil.

Plus loin le Centre précise :

Nous sommes la résistance ukrainienne. Ce site Web est créé par les forces d'opérations spéciales des forces armées ukrainiennes, afin de soutenir et de coordonner tous ceux qui désirent lutter pour la libération de notre terre des occupants russes et la liberté. Avec les forces armées ukrainiennes, nous détruirons et tuerons tous les occupants, même dans l'obscurité. Nous le ferons dans des lieux et à des moments où l'ennemi ne s'y attendra pas. Nous vous apprendrons comment effectuer une reconnaissance et comment collecter des informations et transmettre les données sur l'ennemi. Nous montrerons comment mener une résistance citoyenne, lorsque vous vous retrouvez dans une situation où vous n'avez pas d'arme... Oui, nous combattons un ennemi puissant, qui nous dépasse en nombre et peut prendre le contrôle de notre ville pendant un certain temps. Mais il ne pourra jamais tenir ces villes, car dans chaque maison nous l'attendrons. Nous libérerons chaque morceau de notre terre, étape par étape. Ensemble, nous transformons la vie de nos ennemis en enfer !

La brochure évoquée plus haut, 19 pages sous forme de fichier PDF téléchargeable, donne des conseils pratiques très détaillés sur les « méthodes passives de sensibilisation de la communauté » et les « méthodes actives de sensibilisation de la communauté. Sabotage ». Au titre des méthodes passives, il est indiqué que celles-ci « ont un effet matériel et moral. Action matérielle : réduction de la production, détérioration de la qualité des produits, etc. Action morale : perception par les occupants de l'insécurité, de l'isolement et de l'hostilité ».

Les modes d'action sont déclinés par métiers. « Si vous êtes un employé de bureau sous l'administration de la puissance occupante », « Si vous êtes médecin, pharmacien ou infirmière », etc. Au chapitre du sabotage, il est indiqué : « Le simple sabotage est plus qu'une simple malveillance. Le sabotage doit toujours consister en des actions qui auront pour conséquence de nuire aux ressources et aux moyens de subsistance de la force occupante. »

« Les entrepôts, les casernes, les bureaux, les hôtels et les usines sont des cibles parfaites pour un simple sabotage. Elles sont extrêmement sensibles aux dommages, notamment par le feu. Et si elles sont endommagées, cela pose un problème relativement important pour l'occupant ».

Des conseils pratiques suivent. Par exemple, « il est facile de déclencher des incendies dans les pièces en sous-sol où il n'y a pas de témoins et où sont souvent entreposés des matériaux faciles à brûler (par exemple, de vieux meubles, des produits inflammables, etc.) ». Les possibilités de sabotage sont détaillées d'un point de technique selon les objectifs par exemple : transformateurs, turbines, transport ferroviaire, véhicules à moteur, etc.

Une liste non exhaustive des actions recensées

■ 30 avril : Berdiansk, l'armée partisane de Berdiansk a déclaré : « Occupants russes et leurs collaborateurs, vous pensez avoir établi le contrôle de Berdiansk ? Vous n'avez aucune idée du piège à souris dans lequel vous êtes intervenu. Nous, l'armée partisane de Berdiansk, augmentons déjà nos forces et sommes prêts à sortir de l'ombre. »

■ 25 avril : Kremenna, province de Lougansk, le conseil municipal et le poste de police ont

1. Soutien à l'Ukraine résistante, n° 9, 30 juin 2022.



été frappés par des explosions, faisant de nombreuses victimes.

- 26 avril: province de Kherson, 80 soldats auraient été tués.

- 28 avril: Akimovka, province de Zaporizhzhya, un pont ferroviaire a été détruit.

- 25 mai: des tracts sont apparus à Berdiansk, Tokmak, Melitopol, Velykiy Burluk: «Soldat russe, si vous ne voulez pas être un nazi du



21^e siècle, alors quittez notre terre! Sinon, le sort des soldats de Hitler et un tribunal de Nuremberg vous attendent!»

- 17 mai: Melitopol, deux officiers sont tués.

- 18 mai: près de Melitopol, des voies ferrées sont détruites et un train militaire déraile.

- 18 mai: Melitopol, attaque à la grenade contre un poste de commandement militaire, suivie d'une fusillade.

- 22 mai: près de Melitopol, des stations radar ont été détruites.

- 22 mai: Energodar, province de Zaporizhzhya, tentative d'assassinat infructueuse contre le maire collaborationniste Andrii Shevchyk.

- 23 mai: à Melitopol, des voies ferrées sont endommagées et le transport d'une cargaison d'armes et de munitions est perturbé.

- 23 mai: une explosion a éclaté dimanche matin à Energodar, occupée par la Russie. Parmi les victimes se trouve Andrii Shevchyk, un

protégé de l'administration d'occupation. L'explosion s'est produite sous le porche d'un immeuble de la rue Kurchatov, où vit la mère du chef autoproclamé d'Energodar, Shevchik. Les habitants signalent également des coups de fusils automatiques après l'explosion. En plus du maire, ses gardes du corps ont également été blessés. Tous les collaborateurs ont été hospitalisés avec des blessures plus ou moins graves.

- 17 juin: dans Alushta occupée, des patriotes inconnus ont distribué des tracts disant: «Nous rendrons la Crimée et chaque parcelle de notre terre.» Le tract invitait également à ne pas oublier que la «Crimée est l'Ukraine» (photos à l'appui).

- À Berdyansk, les occupants ne peuvent pas ouvrir les écoles et les jardins d'enfants faute de personnel, car les éducateurs ont refusé de coopérer avec eux. Malgré les pressions constantes, les intimidations et les menaces de l'ennemi, la grande majorité des enseignants d'aujourd'hui ont refusé de travailler pour les Russes. Ainsi, sur les 16 écoles maternelles opérant dans la ville, six chefs ont accepté de coopérer avec les occupants. Sur près de 800 employés des jardins d'enfants, 200 ont accepté de coopérer... Il convient également de noter que sur 85 employés du Département du travail et de la protection sociale du comité exécutif de Berdiansk, seuls cinq ont accepté de coopérer avec les Russes. Tous les autres ont refusé non seulement de coopérer. Comme nous l'avons écrit précédemment, c'est à cause du refus massif des Ukrainiens de coopérer que les Russes sont contraints d'amener sur place des travailleurs de Russie.

Le quotidien britannique *The Guardian*, revenant sur l'explosion à la voiture piégée, le lundi 30 mai à Melitopol (sous occupation russe), faisant deux blessés, constatait début juin que «les partisans ukrainiens dans les zones occupées du pays multiplient les attaques et les efforts de sabotage contre les forces russes et leurs collaborateurs locaux, les actions clandestines organisées semblent se répandre».



Les élections en Ukraine occupée

Igor Burdyga¹

Le Kremlin a organisé des «élections» dans les quatre régions partiellement occupées de l'Ukraine – les autoproclamées «République populaire de Donetsk» (RPD) et «République populaire de Louhansk» (RPL), Kherson et Zaporijjia – en même temps que les élections régionales en Russie. Les résultats des scrutins, qui se sont déroulés principalement le 10 septembre, ont été sans surprise. Le parti au pouvoir, Russie unie, a obtenu 75 à 80 % des voix aux assemblées législatives des quatre régions, les partis d'opposition, tels que le parti libéral pro-occidental labloko, n'obtenant qu'un résultat minime. Les résultats des élections municipales dans 79 villes et districts sont encore en cours de dépouillement, mais ils ne devraient pas réserver de surprises.

Le Kremlin affirme que les habitants des «nouvelles régions» – nom donné aux territoires occupés en Russie – ont confirmé «leur choix» de faire partie de l'État russe; de leurs côtés, les gouvernements occidentaux et les organisations internationales ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient jamais les résultats d'un vote illégal qui viole les règles internationales.

Un référendum sous la loi martiale

Dès le départ, les messages de la commission électorale centrale de Russie, l'organe gouvernemental chargé de superviser les élections, ont clairement indiqué que ce qui importait dans les territoires occupés n'était pas tant le résultat que l'acte même de voter dans le cadre du système politique russe.

«Dans sa forme la plus pure, il ne s'agit pas d'une élection, mais d'un référendum sous la loi martiale. C'est ainsi qu'il faut le comprendre», avait déclaré le politologue Oleg Bondarenko au journal russe *Kommersant* au début du mois d'août. «Nous votons pour la Russie, pour Poutine», déclaraient joyeusement les électeurs dans les reportages des médias.

En Russie, les assemblées régionales ont plus ou moins les mêmes pouvoirs qu'en Ukraine. Mais les régions occupées devront souscrire à un certain nombre de formalités nécessaires à leur intégration dans la Fédération de Russie: adoption de «constitutions», de chartes et de règles régionales, approbation des budgets, formation du pouvoir exécutif et judiciaire, etc.

Dès le printemps, le Kremlin avait promis que des élections seraient organisées pour la première fois dans le cadre de la législation russe (ce qui est le cas depuis neuf ans en Crimée annexée). Mais de nombreuses exceptions aux conditions habituelles de vote ont dû être faites. La Russie distribue des passeports russes aux résidents de la RPD et de la RPL depuis 2019. À l'été 2022, le processus de «passportisation» s'est étendu dans les régions de Kherson et de Zaporijjia. Entre octobre 2022 et mai 2023, quelque 1,5 million de passeports ont été délivrés dans les quatre régions occupées, selon un haut responsable russe.

Mais il y a toujours plus d'électeurs potentiels que de détenteurs de passeports. À Zaporijjia, par exemple, si les autorités ont déclaré avoir délivré 300 000 passeports, la commission électorale a imprimé 500 000 bulletins de vote.

Pour résoudre ce problème, les résidents des régions occupées ont été autorisés à voter en utilisant des passeports ukrainiens, des cartes d'identité ou même des permis de conduire, à condition qu'ils puissent prouver qu'ils vivent dans la région. À Donetsk et à Louhansk, ils pouvaient présenter des passeports de la RPD et de la RPL (et non de la Russie), distribués depuis 2015, ainsi que des cartes d'identité militaires des paramilitaires pro-russes connus sous le nom de «milices populaires».

Le Kremlin qualifie l'ensemble de la population des territoires occupés de «citoyens russes», qualificatif qui s'étend aux personnes évacuées ou déportées en Russie, qui ont pu voter dans 329 «bureaux de vote extraterritoriaux» à l'intérieur de la Russie.

Même les habitants des localités libérées par l'Ukraine ont pu voter, grâce au mécanisme de l'«électeur mobile» qui permet de voter dans n'importe quel bureau de vote en Russie ou dans les territoires ukrainiens occupés. Cette option s'adressait principalement aux personnes ayant fui avec l'armée russe lors de la libération des

1. Igor Burdyga est journaliste à *Kommersant-Ukraine*. Publié dans *OpenDemocracy*, le 20 septembre 2023 et dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 24, 3 octobre 2023.



zones. Ainsi, une élection a été organisée pour la ville de Liman (Donetsk), bien qu'elle ait été libérée par l'Ukraine l'année dernière.

Au cours du mois ayant précédé les opérations électorales, les bureaux de vote installés dans les régions occupées ont été régulièrement la cible de tirs. Lors des pseudo-référendums dans les territoires occupés à l'automne 2022, les autorités ont mis en garde contre des «attaques terroristes» et les forces de sécurité russes ont arrêté des groupes de saboteurs ukrainiens dans presque toutes les villes.

Il y a un an, les services de sécurité ukrainiens avaient désavoué ce type d'opérations [...], mais ils semblent désormais considérer ces cibles comme légitimes. Le Service de sécurité de l'Ukraine (SBU) a reconnu avoir été à l'origine d'attaques contre des bureaux de vote.

Le 31 août, les médias ukrainiens, citant des sources du SBU, ont fait état d'un grand nombre de blessés après un raid de drones sur une réunion de membres du comité électoral à Kamianka-Dniprovska, une ville proche de la centrale nucléaire de Zaporijjia. De leur côté, les autorités d'occupation ont affirmé qu'il n'y avait eu qu'un seul blessé : le gardien du centre culturel pour enfants, qui était vide au moment de l'attaque, mais que «80 enfants auraient pu être présents». Les frappes de drones ukrainiens sur les bureaux de vote de Skadovsk et de Nova Zbourivka auraient également échoué.

Les élections et les référendums en Ukraine sont un crime

Début septembre, avant le scrutin, le porte-parole du SBU, Artem Dekhtyarenko, s'adressant à *openDemocracy* avait appelé les citoyens ukrainiens des territoires occupés à ne pas «prendre part à des élections bidon car, ce faisant, on agissait en faveur de l'agresseur». Il a toutefois promis de ne pas sanctionner le simple fait de voter, étant donné que les soldats russes armés forcent les gens à voter en se rendant à leurs domiciles et sur leurs lieux de travail.

En revanche, il a précisé que la participation active – comme le fait de travailler dans une commission électorale, d'être observateur électoral ou de se porter candidat – serait considérée comme un délit grave. Jusqu'à présent, seules six personnes ont été accusées de ce délit. Le SBU a ainsi accusé de collaboration

la présidente de la commission électorale de Kherson, Marina Zakharova, son adjoint Sergueï Vysotine et sa secrétaire Irina Kravtchenko, et affirmé qu'ils risquaient une condamnation à dix ans de prison. La présidente de la commission électorale centrale de Russie, Ella Pamfilova, son adjoint Nikolaï Boulaev et sa secrétaire Natalia Boudarina risquent quant à eux la prison à perpétuité pour une action considérée comme «portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine» [...].

Fin août, le SBU avait réussi à identifier plus de 3 500 «participants actifs» aux élections dans les quatre régions occupées. Cependant, à en juger par les données publiées, jusqu'à dix fois plus de personnes étaient réellement impliquées (mais pas encore nommées).

Par exemple, dans la région de Luhansk, 5 260 membres de commissions territoriales et de circonscriptions ont organisé le vote. Selon la commission électorale locale, 336 candidats se sont présentés à l'assemblée législative de la LPR, et 3 241 autres aux 28 conseils municipaux. Par conséquent, dans une seule région, il y a 8 800 «participants actifs», sans compter les observateurs électoraux.

Cela signifie que les élections illégales dans les territoires occupés constituent le crime le plus répandu commis par la Russie depuis l'invasion totale. [...]

Les organisateurs des pseudo-référendums russes organisés en 2022 dans l'Ukraine occupée sont mis en cause en vertu d'une nouvelle loi sur la collaboration en temps de guerre [...]. Onze mois plus tard, moins de 80 verdicts de culpabilité ont été prononcés à l'encontre des organisateurs russes, selon les données fournies par les tribunaux ukrainiens. Cela ne représenterait que le dixième des condamnations pour collaboration. Près de la moitié des accusés ont été condamnés par contumace. (En temps de guerre, les affaires de collaboration peuvent être jugées en l'absence de l'accusé ; dans ce cas, les tribunaux imposent une peine maximale de dix ans de prison et la confiscation des biens.)

Les personnes qui ont comparu devant les tribunaux sont pour la plupart des résidents de la rive occidentale de la région de Kherson, qui a été libérée un mois après les référendums illégaux. Depuis lors, une vingtaine de membres



des commissions électorales, pour la plupart des retraités des villages du nord-ouest de la région, ont reconnu leur culpabilité et ont été condamnés à une peine minimale – néanmoins sévère – de cinq ans de prison.

Les référendums de l'année dernière avaient été organisés à la hâte et les commissions électorales comportaient beaucoup moins de membres que celles des élections de cet été. Cette année, les commissions avaient d'ailleurs décidé de ne pas publier les noms de leurs membres pour leur propre sécurité.

Toutefois, les activistes clandestins locaux, comme le mouvement de résistance Ruban jaune (actif dans la ville occupée de Kherson), ont réagi en recourant à la haute technologie. Les opposants à l'occupation ont été invités à envoyer des photographies des membres des commissions à un *chatbot*, pour que ceux-ci soient identifiés à l'aide de l'intelligence artificielle. Avant même la fin du scrutin, ces données avaient été transférées au SBU.

Le pouvoir ne change pas de mains

L'anonymat des organisateurs est loin d'être l'élément le plus absurde des dernières élections: même les candidats sont restés anonymes.

Au début du mois d'août, il avait été décidé que les listes des candidats aux élections régionales et municipales ne seraient pas publiées, pour des raisons de sécurité. En revanche, les commissions électorales de chacune des quatre régions avaient promis qu'il serait possible de prendre connaissance de ces listes dans les bureaux de vote le jour du scrutin. En fait, elles ont demandé aux «citoyens des nouvelles régions» de voter au hasard, car seuls les trois premiers candidats de chaque parti figuraient sur les bulletins de vote. Les autres candidats n'étaient pas mentionnés sur le bulletin de vote.

Alors que la commission électorale centrale russe rassurait la population sur la «concurrence» lors des élections, 600 personnes ont décidé de se battre pour les 100 sièges de la Douma régionale du Donetsk, 336 dans la région de Louhansk, 220 dans la région de Zaporijjia et 191 dans la région de Kherson. Environ 9 000 autres candidats se sont présentés à des postes de conseillers de niveau inférieur.

En fait, les listes complètes des candidats

pouvaient être trouvées dans les profondeurs du site web de la commission électorale centrale. En y regardant de plus près, il apparaît clairement qu'aucune surprise n'était à attendre de cette prétendue «compétition démocratique»; le vote n'a fait, pour l'essentiel, que légitimer les détenteurs actuels du pouvoir dans le système de pouvoir politique panrusse.

Un sondage russe du mois d'août prévoyait que, selon les régions, entre 68 % et 89 % des voix iraient à Russie unie. Les autres partis parlementaires n'étaient pas d'accord, bien sûr. Sergueï Oboukhov, un responsable du Parti communiste de Russie – qui, selon les résultats du sondage, a frôlé le seuil minimal de 5 % des voix – a déclaré que les élections ne reflétaient pas les véritables sentiments politiques.

Alors que d'autres partis ont affirmé avoir des «centaines de milliers» de partisans dans les territoires occupés, en pratique, ils n'ont pas fait campagne du tout. Il est notable de relever que ce qu'on pourrait appeler le «consensus du Donbass» – à savoir un accord entre partis russes pour ne pas critiquer la guerre en Ukraine et l'action du gouvernement russe dans les territoires occupés – a joué pleinement son rôle: les branches locales de ces partis dans les régions occupées se sont essentiellement focalisées sur l'aide humanitaire et juridique tout en promouvant un avenir heureux avec la Russie. Personne n'avait vraiment l'intention de changer la composition des autorités d'occupation. [...]

Si l'avenir politique est clair dans le Donetsk et le Louhansk – qui ont organisé deux «élections» au cours des neuf dernières années –, il reste à voir comment se comporteront Kherson et Zaporijjia occupées. Donetsk et Louhansk ont leurs propres élites locales qui contribuent à faire nombre politiquement: des directeurs d'hôpitaux, des directeurs de théâtres et des responsables de syndicats locaux sont députés.

En revanche, dans les régions de Zaporijjia et de Kherson, il n'y a pas assez de personnel de ce type. Pour compléter les listes de candidats, des fonctionnaires de Crimée et de Russie ont été recrutés – qu'il s'agisse d'un haut responsable de la société nucléaire d'État russe, d'un fonctionnaire du Kremlin ou d'un député russe. Certains candidats russes ont également été présentés, notamment le kickboxeur Vladimir Mineev et un député du conseil municipal de Rostov-sur-le-Don. [...]



En Crimée

Correspondance

Les attaques contre les droits civils sont incessantes. Des tribunaux russes dotés de juges russes ont été introduits, en violation du droit international. Parmi les cas qui ont préoccupé l'ONU, on peut citer le cas d'une femme condamnée pour avoir publié sur les réseaux sociaux une vidéo de chansons ukrainiennes populaires, ainsi que la condamnation rétroactive d'un homme pour l'organisation d'une manifestation sur le territoire ukrainien en 2016.

Dans les territoires occupés en 2014, la répression des militants politiques est particulièrement sévère en Crimée. Des dizaines de personnes ont été enfermées sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, d'une manière qui rappelle l'appareil répressif de la Russie elle-même.

Les autorités russes tentent, selon le procédé colonial classique, de chasser la langue ukrainienne des écoles. Toutes les religions, à l'exception de l'Église orthodoxe russe, sont persécutées. Les défenseurs des droits de l'homme ont expliqué, lors d'une conférence de presse tenue le mois dernier, que les témoins de Jéhovah, diverses communautés protestantes et musulmanes ont été pris pour cible, mais aussi l'Église orthodoxe ukrainienne.

La résistance à l'invasion persiste. Le dernier rapport du centre régional des droits de l'homme de Lougansk, Alternative, contient des dizaines d'exemples de protestations individuelles à petite échelle. Rien qu'en Crimée, jusqu'en décembre de l'année dernière, 590 poursuites ont été engagées pour avoir « discrédité » les forces d'occupation. À Zaporijjia, le FSB a affirmé avoir arrêté trois adolescents, membres d'un groupe appelé Black Sabotage, pour avoir attaqué les forces d'occupation.

Des poursuites pour avoir « discrédité » les forces d'invasion russes

Halya Coynash¹

Près de 600 Ukrainiens poursuivis pour avoir « discrédité » les forces d'invasion russes en soutenant l'Ukraine dans la Crimée occupée. Mais malgré un harcèlement et une persécution constants, la Russie n'a pas réussi à écraser l'opposition et les sentiments pro-ukrainiens dans la Crimée occupée.

Moins de deux ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et l'introduction immédiate de lois draconiennes visant à museler la population, au moins 590 poursuites ont été engagées contre des Criméens pour avoir prétendument « discrédité » les forces armées ou les mercenaires russes, ces accusations étant souvent portées simplement pour avoir exprimé des opinions pro-ukrainiennes. Malgré ces persécutions, il est de plus en plus évident que de très nombreux Criméens partagent ces opinions et espèrent la fin de l'occupation russe de la Crimée.

Crimean Process a suivi ces poursuites et rapporte qu'au 28 décembre 2023, 590 accusations avaient été portées en Crimée occupée en vertu de l'article 20.3.3 du code russe des infractions administratives. Cet article était l'une des quatre accusations administratives et pénales ajoutées à la hâte à la législation russe dans les dix jours qui ont suivi l'invasion à grande échelle. Tout en prétendant punir les « actes publics visant à discréditer l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie », l'accusation a rapidement été étendue, d'abord aux forces de l'ordre impliquées dans l'agression russe, puis aux mercenaires, comme les combattants de l'unité Wagner. Ces derniers comprennent au moins 50 000 prisonniers condamnés qui ont été libérés et graciés pour avoir accepté de combattre en Ukraine, sans que l'on sache vraiment quelles

1. Human Rights Watch, 8 janvier 2024.



informations véridiques concernant leur recrutement pourraient être considérées comme relevant de l'article 20.3.3.

Plus important encore, cette accusation est de plus en plus utilisée en Crimée occupée contre ceux qui affichent des opinions pro-ukrainiennes, les personnes étant condamnées à des amendes, voire à des peines de prison, pour avoir joué ou chanté des chansons patriotiques ukrainiennes, arboré le drapeau ukrainien ou crié «Gloire à l'Ukraine». Le bureau du représentant du président dans la République autonome de Crimée, Tamila Tasheva, a indiqué qu'à la fin du mois de novembre 2023, plus de 15 millions de roubles d'amendes avaient été infligés pour des actions prétendument «discréditant» les forces armées russes, etc.

Crimean Process n'a trouvé que 37 cas où un procès-verbal d'infraction administrative avait été annulé ou n'avait pas donné lieu à une procédure «judiciaire», ainsi que sept cas qui étaient toujours en attente d'une telle procédure. Dans tous les autres cas, les accusations avaient été portées devant les tribunaux d'occupation et la personne avait invariablement été reconnue «coupable». Bon nombre de ces poursuites ont été signalées ici, ainsi que l'absence manifeste de preuves à l'appui des accusations ou d'éléments fondamentaux du droit à un procès équitable. Crimean Process a également noté que dans la grande majorité de ces poursuites, les informations concernant la date et le lieu de l'«audience» étaient fournies beaucoup trop tard. Le record à cet égard a été l'information concernant une telle audience devant le «tribunal de district de Dzhankoi» de l'occupation, qui a été publiée 46 jours après qu'elle ait eu lieu. Parmi les autres violations figurait le refus d'autoriser l'interrogatoire des personnes qui avaient «témoigné» contre la personne poursuivie. Très souvent, le «tribunal» fonde sa décision uniquement sur le témoignage de personnes anonymes, sans les convoquer pour les interroger et sans examiner les circonstances. Crimean Process a par exemple constaté que le «tribunal municipal d'Eupatoria» occupé avait rendu trois décisions contenant une citation identique, exprimant dans chacune d'elles le prétendu «discrédit». Il est également courant qu'un «agent d'exécution» soit à la fois le «témoin» et la personne qui a rédigé le procès-verbal.

De telles infractions, et en particulier





l'utilisation de «témoignages» de témoins anonymes, sont caractéristiques de toutes les poursuites à motivation politique contre les Tatars de Crimée et d'autres Ukrainiens de Crimée occupée. Des peines allant jusqu'à 20 ans ont été prononcées à l'encontre de prisonniers politiques sans aucune preuve matérielle et sur la base de «témoins secrets» hautement suspects dont les déclarations ne peuvent être vérifiées. Crimean Process a également recensé un certain nombre de cas où les poursuites judiciaires découlaient de conflits familiaux, l'une des parties accusant l'autre d'avoir tenu des propos négatifs à l'égard des forces armées russes.

Comme indiqué ici, les dénonciations sont de plus en plus encouragées par le régime russe, y compris sur le territoire ukrainien occupé. Bon nombre des poursuites, qu'elles soient engagées en vertu de l'article 20.3.3 ou de poursuites pénales, ont été initiées par le célèbre collaborateur Aleksandr Talipov et d'autres membres de son groupe d'autodéfense appelé «SMERSH de Crimée».

Les «tribunaux» d'occupation prononcent essentiellement toujours les condamnations attendues d'eux. Dans un cas, cela s'est produit malgré le fait que le «tribunal» lui-même ait reconnu que la publication ne précisait pas clairement quelle armée était critiquée, celle de l'Ukraine ou celle de la Russie.

Il convient de souligner que ce ne sont là que les armes les moins graves parmi tout l'arsenal répressif utilisé contre les Tatars de Crimée et les autres Ukrainiens dans la Crimée occupée. Des poursuites pénales pour «discrédit» peuvent être engagées si une personne a déjà été poursuivie en vertu de l'article 20.3.3 au cours des six derniers mois, et l'autre accusation pénale introduite le 4 mars 2022 (article 207.3 du code pénal) peut être utilisée pour infliger de lourdes amendes ou des peines d'emprisonnement pour avoir dit la vérité sur les actions de la Russie en Ukraine, y compris les crimes de guerre commis à Boutcha, Marioupol, Izium et dans d'autres villes. Comme la vérité est niée par le Kremlin et le ministère de la Défense, ces faits, qui ont été pleinement documentés par les procureurs ukrainiens et internationaux, sont qualifiés d'«informations sciemment fausses».

En Crimée occupée, où la persécution des opinions pro-ukrainiennes a commencé bien avant l'invasion à grande échelle, d'autres

accusations peuvent également être utilisées comme armes contre ceux qui protestent contre la guerre. L'artiste de rue de Yevpatoria, Bohdan Ziza, purge une peine de quinze ans pour des accusations absurdes de «terrorisme» pour un acte de protestation peut-être irréfléchi, mais inoffensif.

Dans d'autres cas, l'accusation de «discréditer les forces armées russes» a été utilisée comme une arme commode pour l'attaque continue de la Russie contre les avocats indépendants représentant des prisonniers politiques ou des militants des droits humains. En octobre 2023, par exemple, Alexei Ladin a été emprisonné pendant quatorze jours et condamné à une amende pour une image publiée sur Facebook et un commentaire republié sur les crimes de guerre de la Russie en Ukraine.

Tasheva souligne que, malgré les mesures répressives, les Criméens continuent d'exprimer leur opposition à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Un tel niveau de résistance civique n'avait jamais été observé avant 2022. «Il y a plusieurs raisons à cela, mais la principale est que les Criméens ont le sentiment que l'Ukraine se bat pour la Crimée non seulement sur le plan diplomatique, mais aussi sur le plan militaire.» Selon elle, les Criméens se sont unis au sein de divers mouvements («Ruban jaune», «Partisans de Crimée Partisans», etc.). Toute résistance civique, aussi pacifique soit-elle, est dangereuse sous l'occupation russe, les citoyens ordinaires risquant d'être arrêtés dans la rue et leurs téléphones contrôlés. Si un VPN est trouvé installé sur le téléphone, cela sera probablement considéré comme un signe que la personne a quelque chose à cacher et qu'elle n'est peut-être pas «loyale».



Marioupol occupé : les chauffeurs de bus en grève¹

Le 6 mars, les chauffeurs de bus se sont mis en grève à Marioupol occupée par les forces russes en raison du non-paiement des salaires. Il n'y a pas non plus de carburant diesel dans la ville pour ravitailler les transports en commun. Cette information a été donnée par Petro Andrioutchchenko, conseiller du maire de Marioupol. «À Marioupol, la grève des chauffeurs pour non-paiement des salaires a coïncidé avec un manque presque total de carburant diesel pour le fonctionnement des bus. Et il n'y a pas de carburant diesel car tout ce qui restait a été remis aux occupants militaires. Par conséquent, même si les chauffeurs sont calmés, les bus ne pourront pas rouler», indique son message.

Chronique d'été d'une ville occupée

Messages publiés par le conseil municipal de Marioupol réfugié en territoires libres.

1^{ER} JUILLET 2023

La Russie a décidé de faire revivre non seulement les fêtes soviétiques et les monuments à Lénine, mais aussi le Komsomol. Des messages apparaissent appelant les habitants à rejoindre l'Union de la jeunesse communiste léniniste. Une fois de plus, les occupants ont montré qu'ils voulaient ramener Marioupol dans le passé. Déjà deux fois, les habitants de la ville ont craché sur le buste du «leader de la révolution mondiale». Les habitants de Marioupol aspirent au développement et à un avenir prospère. Et cela n'est possible que sous le drapeau ukrainien. Nous croyons en la victoire !

4 AOÛT 2023

Un groupe a paralysé les installations de construction russes. Cela a été rapporté par la Résistance de Marioupol. Selon les informations, les partisans ont réussi également à paralyser les

engins de chantier utilisés par les occupants, notamment lors de la construction des fortifications autour de la ville.

Marioupol en grève²

Ces derniers temps, les Russes ont tout simplement escroqué nos travailleurs de Marioupol en les privant de leur argent !

Nous avons décidé de nous battre pour notre droit à être payés !

Nous entamons une grève illimitée à partir du 10 septembre (jour des élections) ! [La Russie annonce des élections locales le 10 septembre dans les territoires ukrainiens occupés.]

Faites campagne auprès de vos collègues pour qu'ils n'aillent pas travailler si vous travaillez pour ces entreprises !

La grève est un outil puissant qui permet d'attirer l'attention sur les inégalités et les phénomènes négatifs dans la société. C'est une manifestation de solidarité, de volonté et de désir d'améliorer le statu quo.

Lorsque les gens s'unissent pour protéger leurs droits en cas d'occupation, une grève politique contre l'occupant devient une nécessité. Elle nous donne l'occasion d'exprimer notre désaccord avec les conditions qui restreignent injustement notre liberté et notre autodétermination. La grève est la voix de ceux qui doivent vivre sous le diktat de l'occupant, privés des droits humains et de l'indépendance nationale.

Ne vous permettez pas d'être les témoins impuissants de l'occupation et des violations des droits humains.

Rejoignez la grève politique contre l'occupant et montrez que vous êtes prêts à lutter pour vos droits et ceux de votre peuple. Ensemble nous sommes plus forts, ensemble nous changerons le monde pour l'améliorer !

La liste des entreprises qui seront soumises à la grève : Ulyanovsk Construction Company Premium; LLC (dirigée par Vladimir Vnukov); Kompaniya; Arkhitektor (PDG Alexeï Vladimirovich Dragilev); l'entreprise de construction GAMAS; Prestataire Trinity; Entreprise de construction

1. Publié par [Censor.net](https://censor.net), 6 mars 2023, par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes et par *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 17, 15 mars 2023.

2. Appel lancé par un comité de coordination clandestin.



Stroy Monolit; Entreprise Yumistroy; Entreprise Technostroy (dirigeant Denis Titov).

Nous demandons à tous ceux qui ne sont pas payés de nous écrire, votre équipe peut se joindre à nous-même si votre entreprise n'est pas citée !

Nous demandons également aux chauffeurs de taxi, aux chauffeurs de transports publics (pour une journée) et aux travailleurs des services publics de se joindre à la grève le 10 septembre, jour des élections partielles.

2 DÉCEMBRE 2025

Les habitants de Marioupol publient de nombreux messages vidéo adressés à Vladimir Poutine à la veille de son discours de «hot-line» en décembre. Ils espèrent obtenir une réponse à la violation de leurs droits fondamentaux. Parmi eux figurent les résidents du bâtiment situé à Via Moskovska 63.



Selon eux, leur bâtiment a été démoli début 2023. Ils ont été assurés qu'après la «reconstruction», ils auraient reçu de nouveaux appartements. Cependant, l'administration occupante a construit à sa place un immeuble à plusieurs étages à vendre. Ils se sont vu refuser toute indemnisation et affirment avoir été privés de leurs biens. Il y a des centaines de situations similaires en ville. Les résidents écrivent des plaintes et enregistrent des vidéos. Mais occupants russifient la ville, construisent des logements commerciaux à vendre aux Russes et «expulsent» les habitants de leur ville natale.

11 DÉCEMBRE 2025

Correspondance¹

Les activités de résistance dans les territoires occupés ont fortement diminué en 2003 et 2004 en raison du renforcement des dispositifs répressifs de l'occupant (répression des manifestations, arrestations, torture, exécutions...).



Selon des sources ukrainiennes, en 2025 « les actes de sabotage ont repris »: l'ACLED avait enregistré à la mi-novembre 37 sabotages. Selon le quotidien ukrainien, le groupe Atesh est responsable de plus de la moitié des incidents enregistrés dans les territoires occupés en 2025. Le groupe, né en Crimée a progressivement étendu ses opérations dans les territoires occupés et, depuis 2024, opère en Russie même. Selon un porte-parole du groupe, « la Crimée étant occupée depuis plus d'une décennie, les membres d'Atesh sont parfaitement intégrés dans la société criméenne et peuvent plus facilement pour accéder aux territoires occupés et à la Russie continentale ».

L'ACLED a d'autre part recensé près de 700 sabotages en Russie depuis le début de l'invasion à grande échelle dont les auteurs, outre Atesh, sont des groupes antiguerre russes ou

1. Source ACLED, The Kyiv Independent, Euromaidan Press.



encore la Légion pour la liberté de la Russie. Les cibles les plus fréquentes y sont les infrastructures ferroviaires et de communication, les autorités locales, les infrastructures bancaires et même l'oléoduc Ring près de Moscou.

Des partisans et des groupes infiltrés ont détruit un véhicule de chargement de missiles à Kursk, mis hors service un radar de défense aérienne et filmé des avions de combat à l'intérieur de la Crimée occupée. Atesh revendique, par exemple, une opération de sabotage à Rostov-sur-le-Don contre une locomotive transportant du matériel militaire. Les chaînes d'approvisionnement en équipement sont ainsi perturbées.

À Louhansk, quatre soldats russes ont été

tués par des engins explosifs placés sous leurs véhicules.

Ces opérations mettent à rude épreuve les effectifs russes et obligent les forces de sécurité à défendre des zones autrefois considérées comme sûres.

Selon *Euromaidan Press*, des membres seraient présents au sein des équipes ferroviaires russes et «organiseraient ainsi la désorganisation du trafic» tout en fournissant des renseignements sur la logistique russe à l'armée ukrainienne et en apportant de l'aide aux soldats russes faisant défection.

On observe également de nombreux actes de sabotage de moindre envergure qui ne sont pas recensés.

BLOPAGE D'UN CONVOI MILITAIRE RUSSE LORS DE L'OCCUPATION DE KHERSON







Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».